Chronique des décisions de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (Novembre 2017 – Février 2018)

Alejandro Ronderos, Débora Rodrigues, Emma-Luna Sánchez, Marine
Gauchy, Orane Lamas and Sandro Gorski.

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/revdh/4706>

DOI: 10.4000/revdh.4706

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Alejandro Ronderos, Débora Rodrigues, Emma-Luna Sánchez, Marine Gauchy, Orane Lamas and Sandro Gorski., « Chronique des décisions de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (Novembre 2017 – Février 2018) », *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 23 September 2018, connection on 01 May 2019. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/4706> ; DOI : 10.4000/revdh.4706

This text was automatically generated on 1 May 2019.

Tous droits réservés

Chronique des décisions de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (Novembre 2017 – Février 2018)

Alejandro Ronderos, Débora Rodrigues, Emma-Luna Sánchez, Marine Gauchy, Orane Lamas and Sandro Gorski.

- ¹ De la fin novembre 2017 à février 2018, la Cour a rendu 3 décisions concernant les exceptions préliminaires, fonds, réparations et dépends. Deux d'entre elles concernent des manquements à un droit substantiel, en l'occurrence, le droit au travail et le droit à la propriété collective, résultant des violations aux garanties judiciaires et à la protection judiciaire de la part de l'État. Ces décisions mettent en exergue le phénomène de procéduralisation des droits substantiels auquel participe la Cour Interaméricaine des droits de l'homme (I) qui doit se prononcer également sur les droits dits de « première génération » dans un contexte d'instabilité et polarisation politique (II).

1./ Droits aux garanties judiciaires et à la protection judiciaire

A) La violation du droit au travail résultant d'un manquement aux garanties judiciaires et à protection judiciaire

- ² Cour IADH. Affaire Trabajadores Cesados de Petroperú c/ Pérou. Exceptions préliminaires, fond, réparation et dépends. Décision du 23 Novembre 2017. Série C No. 344.
- ³ Dans une décision prise dans le cadre de de l'affaire Trabajadores Cesados de Petroperú c/ Pérou, la Cour Interaméricaine des Droits de l'homme condamne l'État Péruvien pour la violation des droits aux garanties judiciaires, à la protection judiciaire et au travail des 85

fonctionnaires de l' « Empresa Petróleos del Perú » (« Petroperú »), des 25 fonctionnaires de l' « Empresa Nacional de Puertos » (« Enapu »), des 39 fonctionnaires du Ministère de l'Education (« Minedu ») et des 15 fonctionnaires du Ministère de l'Economie et des Finances (« MEF »).

- 4 En espèce, le Décret No 26120 du 30 décembre 1992 autorise l'adoption des mesures de restructuration de certaines entreprises publiques, dont font partie les entreprises Petroperú et Enapu, prévoyant des programmes de départ volontaire de personnel, avec ou sans prime. En 28 décembre 1992, le Décret No 26093 s'applique à différents Ministères, dont le Minedu et le MEF, assujettissant leur personnel à des examens d'évaluation, de sorte que ceux qui ne se qualifient pas seront licenciés. Par conséquent, les fonctionnaires de Petroperú et Enapu ont été congédiés en janvier 1996, de même les fonctionnaires du MEF et du Minedu n'ayant pas réussi leurs évaluations l'ont été en septembre 1997.
- 5 Les fonctionnaires des entreprises publiques et des Ministères introduisent des actions judiciaires réclamant la protection de leurs droits au travail et leur droit à ne pas être soumis à un licenciement arbitraire, lesquelles ont été rejetées tant par les tribunaux de première instance que pour ceux de deuxième instance. Les recours extraordinaires introduits par les fonctionnaires d'Enapu, du MEF et du MINEDU auprès Tribunal Constitutionnel du Pérou ont également été rejetés.
- 6 La Cour IADH constate que les fonctionnaires licenciés se retrouvent dans une situation similaire aux victimes des affaires Trabajadores Cesados del Congreso (Aguado Alfaro y otros) c/ Pérou et Canales Huapaya y otros c/ Pérou, raison pour laquelle ces décisions ont été utilisées en tant que base d'analyse de la présente affaire. La Cour remarque que les actions introduites par les fonctionnaires d'Enapu et Minedu, à l'exemple de ce qui arrive dans les précédents mentionnés, ont été portés à la connaissance du Tribunal Constitutionnel alors que trois de ses sept magistrats ont été destitués de leur poste par le Congrès Péruvien. Ce contexte, qui perdure du 28 mai 1997 au 17 novembre 2000, d'après la Cour, compromet l'indépendance et l'impartialité du Tribunal Constitutionnel et plus généralement l'efficacité des institutions.
- 7 En ce qui concerne les fonctionnaires du MEF, bien que leurs recours extraordinaires aient été connus par le Tribunal Constitutionnel après que celui-ci retrouve sa composition intégrale, ils ont été jugés inefficaces par la Cour. Celle-ci considère que le Tribunal ne s'est pas acquitté de son devoir de réaliser une adéquate révision judiciaire de l'affaire - en prenant en compte les allégations et les arguments de parties demandereses pour évaluer si leur droit au travail se retrouvait en l'espèce violé. Dans le même sens, concernant les fonctionnaires de Petroperú, la Cour décide que les sentences de deuxième instance ne respectent pas l'obligation de motivation et ne permettent pas de connaître les faits, les motifs et les normes sur lesquelles l'autorité judiciaire se fonde pour prendre les décisions.
- 8 Pour ces raisons, la Cour reconnaît la responsabilité de l'État Péruvien pour la violation des droits aux garanties judiciaires et à la protection judiciaire, consacrés aux l'article 8.1 et 25 de la CADH (combinés à l'article 1.1 de la même Convention) à l'égard des fonctionnaires de Petroperú, Enapu, Minedu et MEF. En outre, en reprenant le précédent Lagos del Campo c/ Pérou, la Cour reconnaît la violation du droit au travail desdits fonctionnaires consacré à l'article 26 la CADH, dans la mesure où celui-ci inclut le droit à l'accès à la justice et à une tutelle juridictionnelle effective, exigence qui n'a pas été respectée par l'État Péruvien dans la présente affaire. La Cour ordonne, en plus, à l'État

Péruvien le paiement des compensations financières dues aux fonctionnaires en raison de leurs licenciements irréguliers.

B) La violation au droit à la propriété collective résultant d'un manquement aux garanties judiciaires et à la protection judiciaire

- 9 Cour IADH. Affaire Pueblo Indígena Xucuru et ses membres c/ Brésil. Exceptions préliminaires, fond, réparation et dépends. Décision du 5 Février 2018. Série C No. 346.
- 10 Dans une décision prise dans l'affaire Pueblo Indígena Xucuru c/ Brésil, la Cour Interaméricaine des Droits de l'homme condamne l'État brésilien pour avoir violé les droits aux garanties judiciaires, à la protection judiciaire et à la propriété collective du peuple indigène Xucuru et de ses membres, composé d'environ 2,300 milles familles et 7,700 indigènes distribués dans 24 communautés situées dans le territoire indigène Xucuru, municipalité de Pesqueira, état fédéré de Pernambuco, Brésil.
- 11 En espèce, une procédure administrative visant la reconnaissance de la titularité et la démarcation du territoire Xucuru est initiée en 1989 par la Fondation Nationale de l'Indien (« FUNAI »), une institution publique brésilienne destinée à la protection des droits des peuples indigènes et à la préservation de leurs terres et de leur culture. En 1992, le Président de la FUNAI approuve un « Informe » reconnaissant le droit des peuples Xucuru à une étendue de 26.980 hectares (portée postérieurement à 27.555 hectares). La même année, la possession permanente du territoire est octroyée au peuple Xucuru par une Ordonnance du Ministre de la Justice, suite à laquelle la démarcation physique du territoire est mise en œuvre.
- 12 Suite à près de 270 objections introduites contre le procès de démarcation – déboutées par le Ministre de la Justice entre 1996 et 1997 – un décret homologuant la délimitation du territoire Xucuru est émis par le Président de la République le 30 Avril 2001. La même année, le registre immobilier du territoire Xucuru, sollicité par la FUNAI au Notaire de la Municipalité de Pesqueira, est contesté par ce dernier en justice, raison pour laquelle le registre de la titularité du territoire au nom de l'État brésilien, avec le droit de possession permanente par le peuple Xucuru, n'est finalement effectué qu'à la date du 18 novembre 2005.
- 13 De surcroît, la procédure de régularisation des terres – visant à identifier et à indemniser les occupants non-indigènes du territoire Xucuru – est encore en cours, puisque quarante-cinq ex-occupants non-indigènes n'ont pas encore reçu de compensations et six occupants non-indigènes sont restés à Xucuru. En outre, deux actions judiciaires contestant la possession du territoire par le peuple Xucuru et le procès administratif de démarcation sont respectivement introduites en 1992 et 2002 et le dénouement de ces procédures n'est pas encore achevé.
- 14 En analysant les violations alléguées des droits garantis par la CADH, la Cour conclut que les mesures entreprises par l'État brésilien en espèce sont insuffisantes pour garantir la reconnaissance des droits du peuple Xucuru. La Cour juge excessif et injustifiable le retard dans les procédures de reconnaissance de la titularité et de régularisation du territoire indigène. De plus, selon la Cour, bien que la propriété collective du peuple Xucuru sur son territoire d'origine est formellement reconnue depuis novembre 2005, l'efficacité et la sécurité juridique de leurs droits n'ont jamais été assurées, faute de régularisation de la situation des occupants non-indigènes. Le retard abusif des actions

introduites par des tiers non-indigènes est, d'après la Cour, un facteur additionnel qui contribue au manque de sécurité juridique du peuple Xucuru à l'égard de la propriété de son territoire ancestral.

- 15 Enfin, la Cour reconnaît la responsabilité de l'État brésilien en ce qui concerne la violation du droit à la garantie judiciaire et à un délai raisonnable, consacré à l'article 8.1 de la CADH (combiné à l'article 1.1 du même instrument). La Cour reconnaît également la violation du droit à la protection judiciaire tout comme au droit à la propriété collective, garantis aux articles 25 et 21 de la CADH respectivement (combinés à l'article 1.1 de la Convention). La Cour condamne, finalement, l'État brésilien à garantir immédiatement la jouissance, pour le peuple Xucuru, du droit de propriété sur son territoire et à régulariser, dans un délai de 18 mois, la situation des tiers non-indigènes occupants et ex-occupants du territoire Xucuru.

2./ Droits civils et politiques

- 16 Cour IADH. Affaire San Miguel Sosa et autres c/ Venezuela. Fond, réparation et dépends. Décision du 8 Février 2018. Série C No. 348.
- 17 Dans une décision prise dans l'affaire San Miguel et autres c/ Venezuela, la Cour Interaméricaine des Droits de l'homme condamne l'État Vénézuélien pour la violation des droits à la participation politique, à la liberté de pensée et d'expression (en relation au principe de non-discrimination), à l'accès à la justice et à un recours effectif, et au droit au travail de Mesdames Rocío San Miguel Sosa (« Mme Sosa »), Magally Chang Girón (« Mme Girón ») et Thais Coromoto Peña (« Mme Peña »).
- 18 En espèce, le 2 Février 2003, des membres des partis politiques et de la société civile organisent une pétition (connue sur le nom de « El Firmazo ») demandant un référendum pour la révocation du mandat du Président de la République de l'époque, Hugo Chávez Frías. Suite à la présentation de la pétition au Conseil National Electoral (« le Conseil »), celui-ci déclare inadmissible la convocation du référendum mais demande la conduite d'un nouveau référendum entre le 28 novembre et le 1^{er} décembre 2003 de la même année (connue sur le nom de « Reafirmazo »), à laquelle participent Mmes Sosa, Girón et Peña.
- 19 Le 30 janvier 2014, le Président de la République informe le Président du Conseil qu'il a autorisé le député Luis Tascón Gutiérrez à obtenir, auprès de cette institution, les copies des formulaires contenant les noms des signataires de la seconde pétition. Les copies (connues sur le nom de « Lista Tascón ») sont, ensuite, publiées sur le site internet du député, qui accuse les signataires d'avoir participé à une « fraude ». À la suite de la publication de la Lista Tascón, des licenciements d'employés et de fonctionnaires publics comme forme de représailles à leur participation à la récolte de signatures, des persécutions à l'égard des associations qui avaient porté le processus, ainsi que des coactions contre des personnes visant à empêcher ou à invalider leur participation sont signalées par des organisations non-gouvernementales vénézuéliennes et internationales. Le 15 août 2004, le mandat du Président de la République est ratifié à la suite de la réalisation du référendum.
- 20 Par une lettre datée du 12 mars 2004, le Président du Conseil National de Frontières (« CNF ») – institution publique dépendant du Ministère des Affaires Étrangères dans laquelle les parties demanderesses travaillaient depuis 1996 – informe à Mmes Sosa, Girón et Peña de la rupture de leur contrat de travail. Selon le secrétaire du CNF à l'époque, les

licenciements découlent d'une possibilité prévue par les contrats de travail des trois fonctionnaires et font partie des mesures de restructuration de l'institution.

- 21 Une série d'actions judiciaires sont introduites par Mmes Sosa, Girón et Peña visant à remettre en cause leur licenciement sur le fondement d'un abus de pouvoir et des mesures discriminatoires : en mai 2004 auprès de la « Defensoría del Pueblo » (le bureau de l'Ombudsman), en juillet 2004 auprès du juge de première instance de Caracas et en mai 2004 devant la « Fiscalía General de la República » (le Ministère Public). Les trois demandereses sont déboutées de toutes les demandes.
- 22 La Cour considère que la participation à une sollicitation de référendum constitue un droit politique protégé tant par la Constitution du Venezuela que par l'article 23.1.a) et b) de la CADH. D'après la Cour, les faits de l'affaire se sont déroulés dans un contexte d'instabilité et de polarisation politique, suivi d'un climat d'intolérance et dissidence. Ainsi, selon la Cour, il est évident que la divulgation de la « Lista Tascón », accompagnée d'une accusation contre les personnes y figurant, a été instrumentalisée à des fins d'intimidation et a créé une ambiance favorisant la mise en oeuvre de représailles, persécutions politiques et discriminations, ce qui a été jugé incompatible avec le devoir de l'État de sauvegarder des processus électoraux ou de participation politique. En particulier, la publication de la « Lista Tascón » a permis au CNF de savoir que les victimes avaient participé à la pétition, ce qui constitue, selon la Cour, la cause directe de leur licenciement, mis en oeuvre un mois plus tard. Les licenciements, ainsi, constituent une forme d'abus de pouvoir, dans la mesure où les motifs avancés par l'État pour les justifier ne correspondent pas à ses vraies finalités, à savoir, infliger aux victimes des représailles en raison de l'exercice de leurs droits politiques.
- 23 La Cour conclut, en outre, que la discrimination politique exercée à l'égard des victimes constitue une restriction directe à l'exercice de leur liberté de pensée et d'expression et sert à intimider d'autres personnes d'exercer leurs droits. De plus, la Cour constate que les droits à l'accès à la justice et à un recours effectif des victimes sont impactés, dès lors que les autorités judiciaires manquent à leur devoir de mettre en oeuvre un contrôle de conventionnalité entre la CADH et des normes internes et des actes étatiques. Finalement, la Cour considère que la rupture du contrat de travail des victimes, motivée par un abus de pouvoir et par des propos discriminatoires, est incompatible avec leur droit au travail.
- 24 Pour ces raisons, la Cour engage la responsabilité de l'État vénézuélien pour la violation du droit à la participation politique, à la liberté de pensée et d'expression, à l'accès à la justice et à un recours effectif prévus, respectivement, par les articles 23.1.b, 13.1, 8.1 et 25.1 de la CADH, combiné à l'article 1.1 de la même Convention, au détriment de Mmes Sosa, Girón et Peña. La Cour condamne également l'État vénézuélien pour la violation du droit au travail des victimes, prévu à l'article 26 de la CADH, combiné aux droits à la participation politique, à la liberté d'expression, à l'accès à la justice et au principe de non-discrimination. Parmi les mesures réparatoires, la Cour ordonne à l'État le paiement des compensations pour les dommages patrimoniaux et extra-patrimoniaux subis par les victimes.

*

- 25 Cour IADH. Affaire Trabajadores Cesados de Petroperú c/ Pérou. Exceptions préliminaires, fond, réparation et dépends. Décision du 23 Novembre 2017. Série C No. 344.

- 26 Cour IADH. Affaire Pueblo Indígena Xucuru et ses membres c/ Brésil. Exceptions préliminaires, fond, réparation et dépends. Décision du 5 Février 2018. Série C No. 346.
- 27 Cour IADH. Affaire San Miguel Sosa et autres c/ Venezuela. Fond, réparation et dépends. Décision du 8 Février 2018. Série C No. 348.

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (*pour s'y abonner*) sont accessibles *sur le site* de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

ABSTRACTS

Très active dans son rôle de gardienne des droits fondamentaux, la Cour interaméricaine des Droits de l'Homme (Cour IADH) cherche à garantir l'effectivité de ces droits dans les États latino-américains depuis 1979. Sa ligne jurisprudentielle reflète cet engagement non seulement en raison du nombre d'arrêts rendus chaque année, mais également de la complexité des affaires analysées. La protection du droit à la participation politique, la liberté de pensée et d'expression tout comme le respect des garanties judiciaires et la protection judiciaire, nécessaires à l'effectivité des droits substantiels garantis par la Convention Américaine des Droits de l'homme, ne sont que quelques exemples de l'action remarquable de la Cour IADH. Après analyse des affaires portées devant elle, il est possible de souligner l'importance des atteintes aux droits dits « de première génération », majoritairement imputables aux instabilités politiques et aux transitions démocratiques difficiles des pays concernés. Si les décisions de la Cour ne sont pas contraignantes, il ne faut néanmoins pas négliger leur capacité de sensibilisation de l'opinion publique et de la communauté internationale. À l'heure actuelle, la pérennité d'une institution comme la Cour IADH semble vitale aux citoyens des pays latino-américains en ce qu'elle constitue le dernier rempart garantissant la justiciabilité et l'effectivité de leurs droits.

La Convention américaine des droits de l'Homme (CADH) a vu le jour en 1969 avec le Pacte de San José (Costa Rica). En 1979, la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (Cour IADH) fut officiellement instituée afin de veiller au respect de la convention. La Cour dispose d'une fonction contentieuse, mais également d'une fonction consultative qui lui permet d'éclairer les États parties sur l'interprétation à donner aux articles de la convention.

AUTHORS

ALEJANDRO RONDEROS

Etudiant du Master 2 "Droits de l'Homme", Université Paris Nanterre

DÉBORA RODRIGUES

Etudiante du Master 2 "Droits de l'Homme", Université Paris Nanterre

EMMA-LUNA SÁNCHEZ

Etudiante du Master 2 “Droits de l’Homme”, Université Paris Nanterre

MARINE GAUCHY

Etudiante du Master 2 “Droits de l’Homme”, Université Paris Nanterre

ORANE LAMAS

Etudiante du Master 2 “Droits de l’Homme”, Université Paris Nanterre

SANDRO GORSKI.

Etudiant du Master 2 “Droits de l’Homme”, Université Paris Nanterre